« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 207 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 3039 03 novembre 2026

Tous en grève et en manifestation

le jeudi 5 novembre





SMIC : salaire minimum et insuffisant page 5

Combattre l'extrême droite page 7

Bangladesh : justice pour les ouvrières du textile page 8

ÉDITORIAL

Tous en grève et en manifestation jeudi 5 novembre !

Avec la mobilisation lycéenne et étudiante qui se poursuit et le prix de l'essence qui étrangle des millions de travailleurs, le gouvernement n'en mène pas large. Pour tenter de déminer la situation, le Premier ministre Lecornu, et le ministre de l'Éducation ont fait plusieurs annonces.

Il y a unanimité dans le monde du travail : les salaires ne suffisent plus, et ça ne peut plus durer. En un an, le gazole a augmenté de 44 %, l'essence de 26 %, le gaz de 19 %, les produits frais de 9,5 %, les assurances de plus de 4 %. Quel salaire a augmenté dans ces proportions ?

Quel que soit notre salaire, nous nous appauvrissons tous à un rythme accéléré. Tous les politiciens et le patronat lui-même le reconnaissent. Mais c'est toujours pour nous expliquer que les patrons payent trop de charges et que le problème viendrait de l'État. C'est de l'enfumage.

Les cotisations et les impôts patronaux n'ont cessé de baisser ces dernières années, donc ce ne sont pas les charges qui les ont empêché d'augmenter les payes. Les salaires ont été écrasés pour que les profits, les dividendes et les grandes fortunes s'envolent. Le grand patronat nous mène une lutte de classe acharnée, et tant que nous ne rendrons pas les coups, nous reculerons.

« Profit » et « exploitation », des mots tabous, mais une réalité de plus en plus brutale

Nous sommes des millions à nous épuiser pour tenir les cadences et des horaires de travail délirants, tout en étant de moins en moins payés. Et dès que les patrons baissent la production ou trouvent d'autres façons de s'enrichir, c'est la porte, et la dégringolade dans la misère.

Quant au profit, plus il est élevé, moins il faudrait en parler ! TotalEnergies a annoncé plus de 8 milliards de profits au troisième trimestre. On s'en doutait, vu le racket que l'on subit à la pompe à essence, mais c'est « circulez, il n'y a rien à voir » !

BNP Paribas, le Crédit Agricole et Société Générale cumulent déjà 22 milliards de profits depuis le début de l'année. Dans l'industrie aussi, les milliards s'accumulent chez Safran, Schneider Electrics, Airbus... Mais si on dénonce les profits du CAC 40, on est taxé d'idéologue hors sol, parce que l'économie serait surtout constituée de petites entreprises qui auraient du mal à s'en sortir.

Bien sûr qu'il y a des commerçants, des entrepreneurs et des agriculteurs qui galèrent ! Ils sont forcés, comme nous, de payer leur carburant bien trop cher, et une partie de leur bénéfice y passe et se retrouve dans les profits de TotalEnergies. Ainsi va la société capitaliste : l'essentiel des richesses est capté par les plus gros trusts capitalistes industriels et financiers, et c'est ce qu'il ne faut plus accepter.

Que l'on travaille dans une petite, moyenne ou grande entreprise, dans le privé ou le public, les super profits de la classe capitaliste sont le fruit de notre travail commun. Il faut imposer qu'ils servent à augmenter les salaires de tous.

Les miettes, ça suffit, c'est le moment de nous battre pour nos revendications !

Les travailleurs sont toujours censés passer en dernier. Ils sont censés se satisfaire des miettes qu'il restera après que les actionnaires, les financiers, les donneurs d'ordre ou les fournisseurs s'en sont mis plein les poches. C'est révoltant et il ne faut plus l'accepter. Alors, profitons de la colère qui s'exprime déjà dans la rue pour le dire !

Il nous faut des augmentations de 300 à 400 €, et indexer les salaires sur l'inflation, mois après mois si nécessaire. À moins de 2200 €, il est impossible de vivre dignement, alors il faut porter le Smic net à ce niveau-là.

La jeunesse, rejointe déjà par de nombreux travailleurs lors des manifestations des 17, 24 et 31 octobre, a construit un rapport de force qui a obligé le gouvernement à annoncer qu'il allait desserrer les cordons de la bourse et mettre davantage de moyens dans l'éducation. C'est le bon moment pour mettre en avant nos revendications.

Le gouvernement veut désamorcer la colère ouvrière en avançant d'un mois la revalorisation du Smic et en y ajoutant un coup de pouce. Cela augmenterait le Smic de 22 € brut par mois, encore une insulte pour ceux qui triment payés au Smic ! Le Medef s'oppose même à ce geste symbolique. Preuve que nous n'aurons rien sans nous battre.

Organisons-nous pour engager le bras de fer

La grève est le seul moyen d'engager un rapport de force contre le grand patronat, car elle touche à la sacro-sainte fabrique des profits. Alors, répondons à l'appel des confédérations syndicales qui ont appelé tous les secteurs à faire grève ce jeudi 5 novembre.

La grève est un combat difficile qui doit se construire et s'organiser. Cela commence par recréer des liens, se réunir et formuler ensemble nos revendications.

Le 5 novembre peut et doit être une étape pour reprendre confiance en notre force collective. Dans toutes les entreprises, préparons des cortèges de travailleuses et de travailleurs et rejoignons les manifestations !

Nathalie ARTHAUD

LM Distribution, Sica Terre : les vers ne sont pas que dans les fruits !

Le Parquet européen a annoncé, le 8 octobre, le gel des comptes bancaires ainsi que la saisie de biens immobiliers de la société commerciale LM Distribution et de la coopérative agricole Sica Terre, soupçonnées de fraude aux subventions européennes.

L'enquête pour détournement des fonds européens a démarré en 2023 après qu'un agriculteur du Tampon, membre exclu de LM pour avoir contesté des factures et des retenues-compensations sur ses subventions, a porté plainte aux prud'hommes en 2021 pour travail dissimulé.

En effet, LM lui versait 2000 euros en liquide par mois sans contrat ni fiches de paie en guise de rémunération pour sa participation à la société. LM a été condamnée par le tribunal à lui verser 474 248 euros.

Endetté jusqu'au cou, l'agriculteur avait dû fermer en 2020 son entreprise agricole, créée deux ans plus tôt à la demande de LM Distribution et Sica Terre qui assuraient, à sa place, la gestion financière et administrative. 11 ouvriers agricoles se sont retrouvés sur le carreau !

Spécialiste dans la commercialisation de fruits et légumes, LM approvisionne avec plus de 20.000 tonnes de produits vendus par an, la majorité des hypermarchés mais aussi les bazardiers.

Les dirigeants de la société commerciale auraient pris frauduleusement le contrôle de Sica Terre, une organisation de producteurs de fruits et légumes, afin de mettre la main sur les subventions européennes destinées au développement agricole (FEAGA). Ils sont accusés d'avoir détourné ainsi environ 4 millions d'euros entre 2019 et 2024.

Fraudes, magouilles, opacité sont monnaie courante dans les entreprises dont les dirigeants et actionnaires, assoiffés de profits, font main basse sur l'argent public.

LM Distribution et Sica Terre ne sont qu'un exemple parmi tant d'autres : SPL Estival, Korbey d'Or, etc.

Le capitalisme est sale. Il mérite un beau coup de balai...

Conventions Collectives Nationales non appliquées à La Réunion : la discrimination continue !

Les premières conventions collectives ont commencé à être appliquées en France au lendemain de la Première Guerre mondiale, en 1919, dans un petit nombre d'entreprises.

Mais c'est par la grève générale que les travailleurs français ont obtenu en 1936 leur extension à des corps entiers de métiers contribuant à une certaine égalité de traitement de salaires et de conditions de travail entre travailleurs d'entreprises différentes et appartenant à un même secteur d'activité (métallurgie, construction automobile, BTP, restauration, etc).

Cette amélioration de la condition ouvrière a été brisée net par l'accession au pouvoir de l'extrême droite au pouvoir quelques années plus tard. Le régime de Vichy (l'ancêtre du RN !), dirigé par le maréchal Pétain, abrogea en effet la loi sur les conventions collectives en 1941. Elle ne fut rétablie qu'en 1946, après la deuxième guerre mondiale.

Dans les DROM, donc à La Réunion, elle n'a commencé à s'appliquer qu'à partir de 2017.

En 2026, sur 237 conventions collectives existant au niveau national, seules 187 y ont été « étendues » et peuvent donc s'y appliquer. Mais seules 28 le sont vraiment !

80 ans après la départementalisation de leurs territoires, les travailleurs des DROM sont toujours considérés par l'État français comme des citoyens français entièrement à part et non pas à part entière !

Comme le dit l'Internationale :

L'État opprime et la Loi triche,
L'impôt saigne le malheureux;
Nul devoir ne s'impose au riche;
Le droit du pauvre est un mot creux
C'est assez languir en tutelle,
L'Égalité veut d'autres lois;
"Pas de droits sans devoirs, dit-elle
Égaux pas de devoirs sans droits."

Et c'est encore plus vrai dans les anciennes colonies françaises rebaptisées DROM !

PROCHAINES RENCONTRES
AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE
Place Carré cathédrale Saint-Denis

- **Samedi 14 novembre 2026** de 16h30 à 18 h
- **Samedi 28 novembre 2026** de 16h30 à 18 h

Pour nous contacter : **contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org**

Impression spéciale Lutte ouvrière
Commission paritaire n° 1019C85576
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552 - 7282

Hausse du nombre des chômeurs à La Réunion : le capitalisme responsable

Au troisième trimestre 2026, le nombre total de chômeurs inscrits dans l'île à France Travail a augmenté de 2 450, atteignant le chiffre record de 172 070 inscrits.

Rien d'étonnant à cela puisque les patrons n'embauchent quasiment plus. Au contraire, ils ne remplacent pas les départs à la retraite, utilisent à fond les contrats précaires et imposent de plus en plus systématiquement la polyvalence des tâches à leurs salariés, ce qui a pour conséquence que là où le travail se faisait à deux ou trois, il doit être dorénavant assuré par une seule personne.

Par ces combines et pressions, ils font payer ainsi la crise de leur système aux travailleurs ce qui leur permet de maintenir, voire d'augmenter leurs profits malgré des ventes et des commandes en baisse.

À cela s'ajoutent les charrettes de dizaines de licenciements découlant de la concurrence que se livrent les capitalistes entre eux. Tel est le cas des Brasseries de Bourbon qui ont perdu le marché des boissons Coca Cola au profit de son concurrent IBL avec à la clé la suppression d'une cinquantaine d'emplois. Ainsi en a-t-il été aussi de la gestion erratique des patrons de Delgabat qui a débouché sur sa fermeture et la mise sur le carreau de 120 ouvriers.

Mais la liste des licenciés ne s'arrête pas là puisque 61 salariés de l'association réunionnaise d'éducation populaire (AREP) viennent de perdre leur travail suite à la mise en liquidation de leur structure provoquée elle-même par une baisse de financement des pouvoirs publics alors que cette association oeuvrait depuis 60 ans aux côtés des plus pauvres en menant la lutte contre l'exclusion, pour l'accès aux savoirs, accompagnait les familles, contribuait à l'insertion professionnelle et au soutien des plus fragiles.

Dans la grande distribution, le rapprochement des enseignes Leader Price et Runmarket sous la coupe du groupe les Mousquetaires ne présagent non plus rien de bon pour les travailleurs de ces deux groupes dont les patrons s'apprêtent certainement à supprimer les « doublons » et donc à annoncer de nouvelles suppressions de postes de travail.

Face à la guerre permanente que nous mènent les patrons, les travailleurs ne peuvent plus se contenter de répondre de façon séparée. Il faut qu'ils créent un front commun de lutte pour empêcher les patrons de licencier en répartissant le travail entre tous, sans diminution de salaire et en prenant sur leurs profits.
L'argent, ils en ont à ne plus savoir qu'en faire. Les faire reculer est donc possible !

Carburants : le racket continue !

Au 1er novembre, le prix du gazole baisse de 12 centimes le litre suite à la décision de Macron de mettre sur le marché une partie des stocks stratégiques de carburants, mais comme cette mesure ne concerne pas



le sans plomb, son prix augmente, lui, de 11 centimes au prétexte de l'envolée des prix des carburants sur le marché mondial. Comprenne qui pourra.

En tout cas si une part des automobilistes de La Réunion, les deux tiers, roulant au gazole, verront leur facture de carburant légèrement diminuer, l'autre part fonctionnant au sans plomb (un tiers) devra subir à nouveau une ponction sur ses revenus.

Cependant, il n'en reste pas moins que le prix du gazole est passé de 1,23 € le litre en janvier 2026 à 1,69 € en novembre 2026, subissant une augmentation de 37 % et que celui du sans plomb qui est passé de 1,56 € le litre au 1er janvier à 2,11 € au 1er novembre, soit une augmentation de 35 %, ont largement entamé le pouvoir d'achat des travailleurs qui, dans l'île, n'ont d'autre choix que de se déplacer avec leur propre voiture tant l'offre de transports en commun est insuffisante et inadaptée à leurs besoins et dont les salaires n'augmentent quasiment plus depuis des années.

Les seuls à profiter de la crise en la matière sont les compagnies pétrolières, qui ont empoché des milliards de bénéfices supplémentaires, et l'État.

De quoi rajouter du carburant dans le chaudron de la colère !

Des salaires à terre, des loyers toujours plus chers

Selon une étude de l'ADIL et de l'AGORAH, le loyer médian du mètre carré à La Réunion a augmenté de 1,9 % entre 2023 et 2024, passant de 10,70 à 10,90 euros. Il a subi une nouvelle augmentation de 2,75 % entre 2024 et 2025. Au total, 3,65 % en deux ans.

Nos salaires ont-ils augmenté dans les mêmes proportions pendant la même période ? Certes non !

Toutes les marchandises, sauf le travail, voient leur prix grimper sans cesse écornant toujours plus le pouvoir d'achat des travailleurs, des chômeurs et des retraités.

C'est dans les villes où la chance de trouver un travail est la plus forte que le prix du logement est le plus élevé en particulier pour les studios dont le prix atteint 16,10 € le mètre carré percutant de plein fouet le pouvoir d'achat des étudiants et des

jeunes travailleurs.

Ceux qui veulent payer moins de loyer sont obligés de s'éloigner de leur lieu de travail ou d'études avec à la clé peut-être un loyer moins cher, mais des dépenses de transports plus élevées !

Cette situation découle d'un calcul simple de la bourgeoisie : moins il y a d'offres de logements sur le marché et plus leur prix s'envolent et avec eux ses profits.

Mettre au pas cette classe de profiteurs (sociétés civiles immobilières, gros propriétaires d'immeubles), les exproprier si nécessaires, réquisitionner les logements vides, lancer un plan général de construction de logements en fonction des besoins de la société, voilà les objectifs immédiatement réalisables que se fixerait un pouvoir détenu par les travailleurs.

Encore un sale coup du gouvernement contre les salariés en arrêt pour accident ou maladie professionnels

Par un décret (n° 2026-909) daté du 30 septembre 2026), le gouvernement dirigé par Lecornu vient de décider descendre le plafond du salaire journalier servant à calculer les indemnités journalières en cas d'accident du travail, d'accident de trajet ou de maladie professionnelle de 400,82 euros à 108,62 euros.

Cette décision inique vise bien sûr à dissuader les travailleurs victimes d'accidents du travail de prendre les arrêts de travail nécessaires à leurs soins et à leur rétablissement. C'est donc d'abord une façon de permettre aux patrons responsables de l'insécurité dans leurs entreprises d'obliger les travailleurs malades et accidentés à continuer à travailler malgré de graves problèmes de santé.

Ce sont ensuite des dizaines de millions d'euros que les caisses chargées d'indemniser ces travailleurs n'auront plus à débourser et par voie de conséquence des économies pour le patronat qui est censé les alimenter avec ses cotisations.

5 novembre : en grève et dans la rue !

Le 5 novembre, les principales confédérations syndicales appellent à une journée de grève et de manifestations.

Cette journée devra être l'occasion pour tous les travailleurs, en activité ou non, d'unir leur colère à celle des jeunes, tant il est clair que leur revendication, le droit à vivre dignement d'un salaire correct, 2 200 euros au moins, rejoint les problèmes dénoncés jusqu'à présent par les lycéens, les étudiants et les autres manifestants.

Les galères de logement, de transport, et surtout de fins de mois problématiques portent un nom : le déficit du pouvoir d'achat, pris en étau entre la hausse insupportable des prix et les salaires insuffisants. Pendant que les 500 plus grosses fortunes patronales du pays ont grossi de 17 % en un an, bénéficiant de 270 milliards d'aides publiques, les salaires n'ont en moyenne progressé que de 1,9 %. La hausse des prix – de 3,4 % selon l'Insee sur la même période – a donc rogné considérablement un pouvoir d'achat déjà malmené par des années d'inflation.

Depuis mi-septembre, les manifestations se succèdent à un rythme serré, regroupant des centaines de milliers de personnes. Le 29 septembre, c'étaient 300 000 manifestants dans les rues autour des travailleurs du secteur public. Puis ce furent de multiples manifestations de lycéens, d'étudiants et de travailleurs dans les grandes et petites villes, avec les deux impressionnantes journées des 17 et 24 octobre. Celle du 31 octobre a vu la mobilisation se poursuivre, tant le mépris du gouvernement est révoltant, dans l'indigence de ses réponses aux jeunes comme dans la poursuite de ses attaques contre les classes populaires. L'étalage de forces de répression, la violence policière n'ont pas eu raison de la colère des manifestants.

Il appartient aux travailleurs de renforcer le mouvement en lui apportant une force qui pourra être déterminante, celle de la grève. Et, partout où c'est possible, il est vital de commencer à se regrouper et à s'organiser pour faire face à la guerre sociale menée par le patronat et le gouvernement à son service.

Smic : salaire minimum et insuffisant

Pour répondre au mécontentement face à la vie chère, le gouvernement envisage d'avancer de deux mois la hausse automatique du smic, prévue normalement au 1er janvier.

Cette augmentation serait de 1 %, bien inférieure à la hausse officielle des prix qui atteindrait 3 %. Cela représenterait 15 euros en plus et porterait le smic à 1 492 euros.

Avec un tel salaire, il est impossible de vivre dignement. Présenter cette

mesure comme une façon de prendre en compte les difficultés de la population, comme le fait le gouvernement, est scandaleux.

Pour vivre, il faut un minimum de 2 200 euros net par mois, et au moins 300 à 400 euros de plus sur tous les salaires. Les travailleurs doivent revendiquer que les salaires soient indexés sur l'augmentation des produits alimentaires, des loyers, des transports, de l'électricité. C'est la seule façon d'imposer que les conditions de vie des classes populaires soient sauvegardées et passent avant les profits d'une minorité de capitalistes.

Medef : pleurer la bouche pleine

La simple évocation de la hausse anticipée du smic a suffi pour provoquer une levée de bouclier du Medef, allergique à la simple mention d'une augmentation des salaires.

« On met les entreprises dans la nasse », s'est écrié le patron des patrons Patrick Martin. D'après cet émotif PDG, le gouvernement en demanderait toujours plus aux pauvres capitalistes, qui n'en peuvent plus de se serrer la ceinture au service du bien commun. L'impitoyable gouvernement Lecornu aurait en effet projeté de réduire un peu les exonérations de cotisations dont bénéficient les entreprises. « On nous ampute de 11,5 milliards », s'est exclamé Patrick Martin.

Un communiqué de presse du Medef appelle donc le gouverne-ment à revenir sur les mesures annoncées, non sans préciser que sa priorité reste de récupérer les milliards d'exonérations.

Et le patronat de s'alarmer des « tensions sociales » qui pourraient être « importées dans les entreprises, qui demeuraient jusqu'à présent l'un des derniers collectifs apaisés de la société française ». Le patronat français, champion d'Europe de la distribution de dividendes cette année, risquerait alors de devoir lâcher beaucoup plus qu'une augmentation de 15 euros. Et c'est bien sa crainte… et l'objectif des travailleurs !

Découverts bancaires : une réglementation qui ne résoudra

À partir du 20 novembre, les banques appliqueront une transposition d'une directive européenne durcissant la réglementation des découverts bancaires.

Le texte prévoit que les découverts de moins de 200 euros ou de plus d'un mois ne seront accordés, à compter du 20 novembre, qu'après vérification par les banques de la solvabilité de leurs clients et seront considérés comme des crédits à la consommation.

Le texte ne s'applique pas aux découverts déjà autorisés.

Selon une récente enquête, 43 % des personnes sont à découvert au moins une fois par an et 18 % le sont chaque mois. Elles subissent une double peine puisqu'elles doivent s'acquitter d'agios et parfois de commissions qui enrichissent les banques.

Les frais bancaires, en cas d'accidents de paiement ou de découvert, sont une ponction importante des banques sur les revenus des familles à faibles ressources.

La nouvelle réglementation est présentée comme favorable aux clients car elle supprimerait certains abus pratiqués par les banques, les obligeant à appliquer des taux d'intérêt sur les découverts plus faibles que les taux d'agios.

Mais qu'arrivera-t-il aux clients dont les découverts seront refusés par leurs banques ? Ils sont des millions dans le pays à être menacés d'un tel traitement.

S'enrichir sur les familles les plus pauvres, puis les rejeter une fois totalement ratissées, voilà bien un travail de banquier.

Attentat raciste de Trappes : ceux qui poussent au crime

Après la mort à Trappes dans les Yvelines, le 23 octobre, de Pengo Bossio Wangi, tombé sous les tirs d'un homme de 39 ans, qui a également blessé gravement une enfant de 12 ans et trois autres personnes, de nombreux rassemblements se sont tenus pour exprimer l'effroi et la colère face à ce crime raciste.

Macron a osé prétendre que cet attentat raciste était un « tournant dans la vie de notre nation ». Quel tournant ? Il a oublié les meurtres perpétrés en 2025, celui d'Aboubacar Cissé poignardé dans une mosquée ou celui d'Hichem Miraoui tué par son voisin. Cette même année, 9 700 crimes et délits à « caractère raciste » ont été enregistrés par la police et la gendarmerie ! La réalité est que des jeunes et des moins jeunes, parce qu'ils sont noirs ou arabes, sont régulièrement confrontés au racisme.

Des crimes comme celui de Trappes ne surviennent pas par hasard. Que son auteur soit déséquilibré ou non, ce sont bien en effet les idées racistes qui ont motivé son passage à l'acte. Par leurs discours de haine et par leur politique antimigrants, les Le Pen, Retailleau, Darmanin et autres, les ministres actuels et leurs prédécesseurs, favorisent le passage à l'acte d'individus tels que le meurtrier de Pengo Bossio Wangi. Le RN

emploie le terme de « racaille » pour désigner les jeunes des quartiers populaires issus de l'immigration. Bayrou, alors Premier ministre, n'avait-il pas parlé de « submersion migratoire » ? Toutes ces déclarations répétées contre les migrants et les musulmans attisent la haine raciste.

Tous ces politiciens distillent le racisme à dessein, non seulement pour leurs calculs électoraux de bas niveau, mais pour tenter de détourner la colère des classes populaires en cette période d'aggravation de la crise économique, pour diviser les travailleurs entre français ou immigrés alors qu'ils sont confrontés aux mêmes exploiteurs. Le racisme est une arme entretenue par les capitalistes pour maintenir leur domination. S'en remettre à l'appareil d'État, à sa police et à sa justice, eux-mêmes gangrénés par ces préjugés, pour combattre les actes racistes et en attendre une protection est une dangereuse illusion. C'est dans le combat collectif contre le grand patronat responsable de la crise, du chômage et des bas salaires, que reculeront toutes les idées de division, le nationalisme, la xénophobie et le racisme.

Congrès du RN : sous haute protection policière

Samedi 24 octobre, entre 13 000 et 26000 personnes ont répondu à l'appel lancé, de longue date, par les syndicats et les partis de gauche contre l'extrême droite à l'occasion de la tenue du congrès du RN à Orléans.

Dans une grande partie du cortège, les lycéens, étudiants et jeunes travailleurs, étaient majoritaires et beaucoup étaient venus parfois de loin avec leur famille. Une marée de pancartes et de slogans exprimait la crainte sincère de voir le RN demain au pouvoir, le rejet du racisme, en particulier au lendemain de l'attentat de Trappes.

Le mouvement de contestation de la jeunesse est venu percuter le calendrier. Cette journée a aussi pris un caractère de contestation plus général, et beaucoup dénonçaient la difficulté à vivre, les violences policières, le capitalisme.

Le succès de la manifestation est d'autant plus remarquable que la ville a connu tout le week-end un véritable état de siège. Le maire de droite, le préfet et le Premier ministre se sont entendus pour faire de la ville un camp retranché, et pour acheminer en toute sécurité les participants au congrès du RN et assurer son déroulement loin de toute contestation. Un filtrage et des fouilles au corps étaient effectuées en gare à l'arrivée des trains, jusqu'à la gare d'Austerlitz à Paris pour les trains à destination d'Orléans, ou encore, dans les cars de manifestants venus de plus loin, dont certains ont été empêchés de rejoindre la manifestation.

Alors qu'aucun transport en commun ne circulait, les bus municipaux étaient réquisitionnés pour convoyer les sympathisants RN. Le maire a chiffré à 100 000 euros le coût de ces mesures et les responsables du RN n'ont pas tari d'éloges envers le préfet Moutouh, dont le nom circule pour de hauts postes en cas de victoire du RN en 2027.

Mais si toutes ces mesures sécuritaires inédites ont certaine-ment limité la mobilisation, elles n'ont pu cependant empêcher son succès.

Combattre l'extrême droite

À six mois de l'élection présidentielle, la manifestation à Orléans a été l'occasion pour les responsables de la gauche de refaire une apparition.

La dirigeante de la CGT Sophie Binet, le socialiste Olivier Faure ou l'insoumis Bally Bagayoko, ont cherché à entretenir l'illusion que les partis de gauche constituent un rempart contre l'extrême droite.

Mais, au-delà des dénonciations,



les dirigeants de la gauche et des syndicats ne proposent que de bien voter lors des prochaines élections. Pourtant, des décennies d'appels à bien voter n'ont pas arrêté la progression électorale du RN et encore moins des préjugés réactionnaires. En réalité, c'est même l'inverse qui s'est produit. Le vote pour l'extrême droite dans les milieux populaires est allé de pair avec les trahisons successives de la gauche au pouvoir, sous Mitterrand, Jospin et Hollande. À chaque fois, elle a déçu et dégoûté des générations de militants et de travailleurs, leur démoralisation laissant le champ libre aux idées réactionnaires.

Cette progression peut et doit être combattue dans les milieux populaires. Mais pour être efficace, il ne suffira pas de dire aux électeurs du RN qu'ils sont des fascistes et devraient se soigner en votant à gauche. Il est par contre possible de s'adresser à eux sur le terrain de leurs intérêts de classe. Car même s'ils ont des préjugés racistes ou nationalistes, beaucoup peuvent être gagnés à l'idée qu'il ne faut pas se diviser entre travailleurs. Le racisme et le nationalisme n'apporteront ni meilleurs salaires, ni emplois, ni logements dignes. Ils servent à désarmer les travailleurs.

Si la mobilisation actuelle allait jusqu'à s'étendre de la jeunesse au monde du travail en s'approfon-dissant, elle pourrait faire reculer l'influence des idées d'extrême droite dans la classe ouvrière en lui offrant des perspectives de luttes. C'est pourquoi il est déterminant de se placer sur ce terrain et pas sur celui des élections.

DANS LES ENTREPRISES

Débrayage à Réunival : nos vies avant leurs profits !

Les convoyeurs de fonds de la société Réunival se sont à nouveau mis en grève. Ils s'estiment mis en danger par leur directeur adjoint qui les oblige à conduire des camions munis de freins déficients et qui, en plus, s'est permis de sanctionner les récalcitrants par des mises à pied.

Ils dénoncent aussi le fait que leur direction a chargé ce responsable de leur formation au tir alors qu'il n'en a pas les compétences mettant doublement leur vie en danger.

La direction de Réunival est une récidiviste en la matière puisqu'elle avait déjà été condamnée en 2023 à une amende de 5000 € et d'un blâme par la commission de discipline du CNAPS (le comité chargé du respect de la formation à la sécurité dans ce secteur d'activité) «pour non respect de l'obligation pour tous les salariés détenteurs du titre de convoyeurs d'effectuer 4 tirs minimum par an, espacés d'un mois minimum et 4 mois maximum ».

Ce n'est donc pas la première fois que les travailleurs de Réunival se mobilisent pour que leur travail se fasse en respectant les consignes de sécurité.

De par sa nature, leur travail est une activité à risques. Ils en sont bien conscients, mais ils n'ont pas envie de jouer leurs vies à pile ou face.

Leurs patrons, eux, n'ont cure d'assurer leur sécurité, car les investissements nécessaires en matière d'entretien des camions et de formation écorneraient leurs profits.

Voilà pourquoi les convoyeurs de fonds n'ont d'autre solution que le rapport de force pour protéger leurs vies. Ils ont bien raison de l'employer !

La grève des ouvriers de la CISE concerne tous les travailleurs

En grève depuis le 3 octobre pour l'obtention d'une prime de vie chère de 30 %, qu'ils ont entre temps ramenée à 15 %, les travailleurs de la CISE ont reconduit leur mouvement lundi 2 novembre, leur direction ayant refusé de lâcher quoi que ce soit sur cette prime de vie chère lors de la dernière négociation à l'Inspection du Travail, ne leur accordant qu'une prime de 50 € annuel en guise d'ultime provocation.

Leur direction qui fait chaque année un pont d'or à quelques cadres de direction venus de l'Hexagone et à qui elle accorde sans rechigner ladite prime de 30 % qu'elle refuse aux ouvriers et techniciens locaux ose encore venir affirmer que la revendication des grévistes mettrait en danger la vie de l'entreprise !

La direction de la CISE (la SAUR au niveau national) brasse des millions, mais elle joue la montre et escompte l'essoufflement des grévistes. Le problème, c'est que ces derniers tiennent bon et ne donnent pas de signe de fatigue. Et ils ont raison, car le rapport de force est le seul langage que comprennent les patrons et le seul moyen efficace de les faire reculer.

La revendication d'une prime de vie chère, d'ailleurs déjà acquise dans certains corps de métiers, en particulier chez les fonctionnaires, devrait être attribuée à tous les travailleurs de La Réunion, du public comme du privé, puisque la vie est chère pour tout le monde, mais dans la situation actuelle, pour avoir le maximum de chance de faire reculer le patronat, il faut que le rapport de force ne se limite pas à une entreprise, mais qu'il s'instaure dans toutes les entreprises.

Une grève qui s'étendrait à tous les salariés pour des augmentations conséquentes de salaires égales pour tous, voilà qui menacerait non pas les intérêts d'un seul capitaliste, mais ceux de toute la bourgeoisie.

Les atermoiements patronaux cesseraient alors rapidement et la peur changerait de camp !

DANS LE MONDE

BANGLADESH

Justice pour les ouvrières du textile bangladais en grève pour leurs salaires !

Au Bangladesh, les ouvrières du textile (95 % des salariés du secteur sont des femmes) sont entrées en grève illimitée fin octobre.

Elles réclament que leurs salaires soient portés de 12 500 takas (89 €) actuellement à 30 000 takas (214 €), car leurs salaires de misère ne leur permettent pas de faire face au coût de la vie qui ne cesse d'augmenter, à raison de 8 à 10 % chaque année.

La colère de ces ouvrières ne date pas d'hier. Elles s'étaient déjà mobilisées pour les mêmes revendications salariales en 2023, mais s'étaient non seulement confrontées au refus de leurs employeurs d'augmenter leurs

salaires, mais aussi à la répression policière organisée par le gouvernement de l'époque qui avait fait des centaines de blessées dans leurs rangs ainsi que 4 morts.

Cette année la grève est à nouveau massive, 900 000 salariées ont cessé de travailler sur les 4 millions que compte le secteur textile bangladais.

Le Bangladesh est le deuxième exportateur de textile bon marché après la Chine et la production textile représente en valeur 90 % de ses exportations et donc une grande partie de ses rentrées financières.

Les intérêts en jeu sont donc considérables dans le pays même. Des centaines d'employeurs (dont plusieurs ministres du pays) réalisent des fortunes considérables en exploitant ces travailleuses et mêmes des enfants dans les pires conditions salariales et de travail (entassement dans des usines privées d'ouverture provoquant des drames comme celui l'incendie du Rana Plazza en avril 1993 qui s'est soldé par la mort de 1134 ouvrières), où les patrons font travailler leurs salariées jusqu'à 7 jours sur 7, en leur imposant insultes, cadences infernales et, pour compenser leurs bas salaires, des dizaines d'heures supplémentaires chaque semaine.



Des ouvriers du textile bloquent une route, le 1er novembre 2026 à Dacca, pour obtenir une hausse de leur salaire minimum
© SHAMIM-US-SALEHIN / AFP

C'est contre cette exploitation éhontée que les ouvrières du textile bangladais se sont à nouveau levées pour des salaires leur permettant au moins de se nourrir, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Mais Les capitalistes bangladais ne sont pas les seuls à accumuler des fortunes sur le travail de ces salariées.

Derrière eux se cachent d'autres profiteurs, situés à des milliers de kilomètres du Bangladesh, mais tout aussi responsables de la situation déplorable de la classe ouvrière de ce pays, à savoir les grandes marques européennes de la distribution de textiles bon marché que sont les Lidl, Carrefour, Decathlon, Zara, H et M ou Next.

Ce sont elles qui mettent en concurrence les producteurs de textile des pays pauvres pour leur arracher des prix toujours plus bas. Ce sont elles qui sont aussi responsables des salaires de famine imposés aux 4 millions d'ouvrières et d'ouvriers du textile bangladais.

Ils ont les moyens de payer et doivent payer !

ÉTATS-UNIS

La démocratie du dollar

Parmi les dizaines de milliers de postes d'élus en jeu lors des élections de mi-mandats du 3 novembre, la bataille pour le contrôle du Congrès polarise l'attention des partis démocrate et républicain.

Ces deux partis font campagne à coups de centaines de millions de dollars qui leur permettent d'acheter des spots publicitaires sur les chaînes de télévision. Dans les circonscriptions où l'élection des représentants est la plus disputée, les républicains ont dépensé jusqu'à présent 313 millions et les démocrates presque 300 millions. Les sommes sont encore supérieures pour les élections des sénateurs : 946 millions pour les républicains et 625 millions pour les démocrates. Au Texas, Elon Musk a donné à lui seul 158 millions de dollars à la campagne du candidat républicain au Sénat.

Les électeurs sont aussi amenés à se prononcer sur de nombreux sujets. En Californie, contre l'avis du gouverneur démocrate, un syndicat de la santé a réussi à mettre aux voix un référendum pour une taxe ponctuelle de 5 % sur la fortune des 250 milliardaires résidant dans cet État, afin de financer le système de santé. Pour combattre cette « proposition 40 », plusieurs milliardaires ont investi au moins 218 millions de dollars.

Même si la proposition 40 remportait la majorité, elle serait contestée devant des tribunaux qui se montrent souvent compréhensifs envers les plus riches pour qui l'administration fiscale est aux petits soins. Ainsi cette année, les plus grandes entreprises américaines ont payé 70 milliards de dollars de moins d'impôt que l'année précédente, et cela bien que leurs affaires aient prospéré. Elles peuvent dire merci à la loi fiscale imposée par Trump à l'été 2025.

Pendant que la richesse se concentre toujours plus, la majorité de la population se débat pour boucler ses fins de mois. Le prix des carburants a explosé et, à leur suite, ceux des biens indispensables (nourriture, loyer, etc.) : l'inflation des douze derniers mois a atteint 3,7 %. Plus de 40 millions de personnes survivent grâce à des bons alimentaires.

Le taux de chômage des femmes noires a fortement augmenté : il est le double de celui de l'ensemble de la population active. Plus que d'autres, elles ont subi les suppressions d'emplois administratifs dans le secteur public, ce qui est dramatique pour les familles dont elles sont bien souvent le seul pilier.

Dans ce contexte où l'impopularité de Trump semble avoir augmenté, les démocrates espèrent bien conquérir la majorité au Congrès. Mais ils sont tout autant, et peut-être plus impopulaires que Trump. Un récent sondage montre que 45 % des électeurs se déclarent « indépendants ».

En dehors de ces deux partis de la bourgeoisie américaine, les militants du Working Class Party, WCP ou parti de la classe travailleuse, présentent des candidats dans des scrutins locaux de quelques États. Ils défendent l'idée que la classe ouvrière doit construire son propre parti pour combattre le capitalisme.

BRÉSIL

Lula réélu, l'extrême droite reste une menace

Contre tous les pronostics, le candidat du Parti des travailleurs (PT), Luiz Inácio Lula da Silva, a remporté l'élection présidentielle au Brésil avec 51,79 % des voix, alors qu'il avait été distancé au premier tour par le candidat d'extrême droite Bolsonaro.

Ce qui semble avoir fait basculer le résultat, c'est la remobilisation des plus pauvres, notamment dans le Nordeste, une région particulièrement déshéritée. Leur abstention avait été importante au premier tour (alors que le vote est censé être obligatoire) car la désillusion est forte après quatre ans de gouvernement de gauche. La vie reste dure, sept travailleurs sur dix gagnent moins de 540 euros. À São Paulo, le coût d'un panier alimentaire de base pour une personne représente 61 % du salaire minimum et le loyer d'un simple deux pièces coûte presque deux salaires minimum.

Les travailleurs noirs et métis subissent à la fois les plus bas salaires et la violence d'un appareil d'État gangrené par le racisme. Un Noir a trois fois et demie plus de risques qu'un Blanc d'être tué par la police.

Entre les deux tours, le gouvernement de Lula a pris des mesures destinées à s'attirer les voix des travailleurs. Il a augmenté de 15 % la « bourse familiale », versée quelques jours avant le second tour. Surtout, le 14 octobre, le Sénat a adopté la fin de la semaine de six jours : la durée du travail passera de 44 à 40 heures sans baisse de salaire. La mesure était en préparation depuis 2019 mais elle était si attendue par les travailleurs que la droite, Flávio Bolsonaro compris, a voté pour à onze jours du scrutin. Cela a remobilisé l'électorat pauvre derrière Lula qui, malgré sa politique conciliante avec le patronat, reste pour bien des travail-leurs un des leurs : ancien syndicaliste de la métallurgie, dirigeant de grandes grèves sous la dictature.

Lula a aussi joué à fond la carte de la souveraineté nationale face aux États-Unis, qui ont frappé les marchandises venant du Brésil d'une surtaxe de 25 % et attaquent Pix, le système de paiement public auquel les Brésiliens sont très attachés. Flávio Bolsonaro, lui, est allé proposer à Washington les minerais stratégiques du pays. Dans une Amérique latine pillée par l'impérialisme, cela compte pour bien des travailleurs, et même pour une partie de la bourgeoisie qui veut un État capable de les protéger de la mainmise des États-Unis. Le souverainisme de Lula ne s'oppose pas à la bourgeoisie : il défend ses intérêts nationaux et met les travailleurs à sa remorque.

Malgré la victoire présidentielle, l'extrême droite sera en position de peser, ayant remporté la plupart des scrutins locaux. Lula devra gouverner en faisant de nombreux compromis au détriment des classes populaires. Les travailleurs n'ont pas de raison de considérer la victoire de Lula comme la leur.

ISRAËL

La guerre reste à l'ordre du jour

Des élections législatives très attendues se sont déroulées le 27 octobre en Israël. Mais aucune majorité ne s'est dégagée des urnes. Aucun des deux blocs, celui de Netanyahou comme celui de son oppositionnel Eisenkot, ne semble en mesure d'obtenir les 61 sièges nécessaires pour détenir une majorité à la Knesset, le parlement israélien. Sur les 37 listes présentes au plan national, celles qui peuvent faire pencher la balance sont celles des deux regroupements arabes, le Ra'am qui s'affiche islamiste et conservateur et la Liste unifiée, qui rassemble trois partis laïcs et de gauche, le Balad (nationaliste arabe), le Hadash qui inclut le Parti communiste israélien et Ta'al. La nouveauté est qu'à eux deux, les partis arabes obtiennent plus de 15 sièges. Mais Netanyahou comme son oppositionnel Eisenkot ont juré leurs grands dieux ne jamais s'allier aux partis arabes, quel que soit le résultat des urnes. Et cette situation de blocage politique pourrait bien amener à de nouvelles élections d'ici quelques mois.

La participation a été très forte : plus des trois quarts des inscrits se sont déplacés, notamment une grande partie de l'électorat arabe israélien (21% de la population d'Israël). Selon le quotidien Haaretz, la présence à leur porte de militants d'extrême droite armés n'a pas dissuadé les électeurs arabes. Au-delà de leur rejet de Netanyahou et de la politique du gouvernement, bien des Israéliens d'origine palestinienne, descen-dants des 150 000 Palestiniens restés en 1948 à l'intérieur des nouvelles frontières définies par la création de l'Etat d'Israël, dénoncent les conditions qui leur sont faites, refusant de vivre comme des citoyens de deuxième ou de troisième classe. Il est par ailleurs difficile de savoir combien d'électeurs non palestiniens ont porté leur voix sur une liste arabe pour marquer leur désaccord avec la poursuite de la guerre, politique défendue à grand renfort de déclara-tions tonitruantes par Netanyahou comme par Eisenkot.

Le 23 octobre, dans le secteur de

Hébron au sud de la Cisjordanie, une fusillade, une de plus, a eu lieu à un point de contrôle militaire au cours de laquelle deux jeunes soldats israéliens, entre autres, ont trouvé la mort. Netanyahou n'a évidemment pas manqué de faire une de ses déclarations de chef de guerre, promettant « une opération de très grande ampleur, comme il n'y en a pas eu depuis la guerre des Six-Jours ». Et de mettre aussitôt ses menaces à exécution en faisant expulser 3 000 Palestiniens de leurs villages.

Il y a donc tout lieu de craindre que, quel que soit le résultat des tractations et la majorité qui en sortira, le chef de gouvernement désigné continuera la politique de guerre totale, en Cisjordanie, à Gaza, au Liban, en Iran, envers les Houthis, qui est en vigueur actuellement, avec le soutien des États-Unis et des puissances européennes.

GRÈCE

Elèves et étudiants manifestent

Mercredi 21 octobre, des milliers d'élèves et d'étudiants ont manifesté dans de grandes villes grecques, Athènes, Thessalonique, Patras et une cinquantaine d'autres villes plus petites.

Les syndicats des enseignants du primaire et du secondaire et la fédération des travailleurs de la fonction publique appelaient aussi à la grève en soutien aux jeunes et pour la hausse des salaires.

Tous protestent contre le manque de professeurs, les locaux dégradés, dont les plafonds tombent, dont les installations vétustes d'électricité ou de gaz ont conduit, par exemple, à la fermeture d'un grand établisse-ment d'Athènes. Ils dénoncent le manque d'enseignants, réclament une allocation logement de 500 euros par mois, des repas et des transports gratuits, davantage de résidences universitaires et l'augmentation du budget pour l'enseignement.

La clé du problème est en effet la baisse des crédits pour l'enseignement et l'austérité en général, qu'on soit enseignant, étudiant, ou parent. Les prix sont ceux de l'Union européenne et le salaire minimum « revalorisé » ne dépasse pas 920 euros net. Dans les grandes villes, les loyers ont augmenté de façon catastrophique : plus de 100 % à Athènes en dix ans, et presque autant à Thessalonique. Nombreux sont les travailleurs qui ont deux ou trois emplois pour survivre.

C'est cette vie que les jeunes refusent pour eux et pour leurs parents qui s'endettent pour leur payer des cours du soir, parfois 300 à 600 euros par mois, pour combler les lacunes de l'enseigne-ment public laissé à l'abandon.

À Athènes, les lycéens et les étudiants les plus déterminés ont installé des tentes sur la place Syntagma devant le Parlement. Ils appellent la population à les rejoindre pour protester contre cette politique qui fait passer « les profits avant tout ».

ANTILLES

La colère s'exprime

Depuis la mi-octobre, manifestations et blocages de routes se succèdent en Martinique et en Guadeloupe créant un climat de tension sociale permanent. Ce sont d'abord les élèves, dans presque tous des grands lycées, qui sont entrés en grève, avec les mêmes revendications que leurs camarades de l'hexagone : meilleurs locaux, remplacement des professeurs absents, fin de parcoursup. Leur mobilisation s'est éteinte peu avant les vacances de la Toussaint. Jusqu'à quand ?

C'est le collectif Nou las palé, (NLP - Nous sommes fatigués de parler) qui ensuite a bloqué les routes sur l'ensemble de la Guadeloupe. Ce collectif est constitué d'une quinzaine d'organisations et associations où se côtoient des chômeurs, des petits artisans, des petits patrons, des marins pêcheurs, des petits et gros agriculteurs et surtout quelques moyens et gros patrons emmenés par José Gaddarkhan, le patron le plus important du BTP. Ce patron utilise le mouvement pour réclamer un moratoire sur ses dettes fiscales et sociales.

Gaddarkhan proteste entre autres contre l'attribution de marchés et chantiers à des sociétés « non guadeloupéennes » au détriment des sociétés locales. Il proteste avec d'autres patrons liés au collectif NLP contre les retards de paiement par les collectivités locales. Le préfet et les assemblées locales, région et département semblent les avoir entendus et s'apprêtent à leur donner satisfaction.

Il n'en est pas de même pour les petits artisans, agriculteurs et petits patrons pauvres ; ni pour de simples membres de la population au sein du collectif, qui réclament la fin des coupures d'eau, la baisse du prix des carburants à 1,7 euros et la baisse du coût de la vie. Ce sont ces dernières revendications qui font pourtant la popularité du collectif NLP.

Les autres catégories sociales membres du collectif, et surtout les plus pauvres, s'ils ne font pas valoir leurs propres intérêts et ceux de l'ensemble de la population, à savoir la fin des coupures d'eau et la baisse des prix, risquent d'être les grands laissés pour compte de cette opération.

En Martinique, les actions de blocage contre la hausse des prix du RPPRAC, le Rassemblement pour la protection des peuples et des

ressources afrocaribéennes, dirigé par Rodrigue Petitot, n'ont pas cessé depuis une quinzaine de jours. À la différence du NLP il n'y a pas de patrons dans ce mouvement. Il représente surtout les jeunes des quartiers pauvres et déshérités.

Dans cette situation, pour l'instant, les travailleurs des entre-prises ne s'expriment pas encore, ne mènent pas de grèves pour des augmentations de salaire face à la hausse des prix. Mais comme partout, les travailleurs ont intérêt, dans les colères qui montent actuellement, à se mobiliser dans les entreprises et à faire valoir leurs propres revendications.

MAYOTTE

Lycéens, parents et professeurs contre le manque de moyens consacrés à l'enseignement

Répondant à un appel national de blocage des lycées, les lycéens du lycée des Lumières de Kawéni cessaient d'aller en cours le mardi 6 octobre « dénonçant leurs conditions d'enseignement indignes, un manque de moyens matériels et un manque de personnel éducatif » (le JDM du 6 10 2026).

La direction de l'établissement décidait alors de fermer les portes de l'établissement et de renvoyer les lycéens chez eux alors que les professeurs affichaient leur solidarité avec leurs élèves disant partager leur colère face au mépris du gouvernement concernant les demandes d'amélioration des conditions d'enseignement à Mayotte qui se sont encore aggravées suite au passage du cyclone Chido en 2025.

Le même jour les lycéens du lycée Bamana de Mamoudzou bloquaient à leur tour leur établissement. Ils dénonçaient « la décrépitude des installations », le fait qu'il n'y ait « pas d'infirmière » et que « les infrastructures sont indignes, ce n'est pas un endroit où l'on peut étudier en paix », qu' « aucun soignant ne peut prendre en charge leurs camarades face à leurs malaises récurrents » et qu' « à cela s'ajoutent des journées interminables, rythmées par des transports scolaires obligeant nombre d'entre eux à quitter leur domicile à 3 heures du matin pour le regagner à la tombée de la nuit ». ces lycéens ont trouvé à leurs côtés nombre de leurs professeurs qui disaient s'être mobilisés à plusieurs reprises pour dénoncer, sans résultats, depuis des années, les classes surchargées et les bâtis en décrépitude totale (locaux vétustes, sanitaires dégradés et en nombre notoirement insuffisant).

Les lycéens mahorais et leurs professeurs en grève n'ont reçu qu'une seule réponse de la préfecture et donc du gouvernement : la répression par l'envoi des CRS et les gaz lacrymogènes.

Une leçon sur la nature de l'État qui contribue à la formation politique de la jeunesse !

Les travaux de reconstruction des écoles primaires au point mort

La situation dans le primaire ne vaut pas mieux que celle des lycées. L'exemple de l' école Vahibé située en périphérie de Mamoudzou est révélateur du mépris de l'État français à l'égard des élèves, de leurs parents et instituteurs.

En décembre 2024, l'école Vahibé 1 était totalement détruite par le cyclone Chido. Malgré les promesses de Macron et de son gouvernement, elle n'est toujours par reconstruite trois ans après. Le projet de construction d'un nouvel ensemble d'une vingtaine de nouvelles classes n'a toujours pas vu le début d'un chantier faute de mise à disposition des moyens financiers nécessaires.

Le résultat, c'est que les élèves de Vahibé 1 ont été rapatriés vers l'école Vahibé 2 et qu'aujourd'hui 1400 élèves sont obligés de se partager une quinzaine de classes obligeant l'administration à instaurer une rotation dans l'utilisation des classes, réduisant de ce fait la présence des élèves en classe à 3 h 30 par jour au lieu de 7 et obligeant certains à se lever à 3 heures du matin pour arriver à l'heure à l'école !

Dans ces conditions, comment s'étonner que le niveau scolaire des élèves mahorais s'effondre, que nombre d'entre eux cessent d'aller en cours et rejoignent les rangs des jeunes désoeuvrés portés à la violence ? L'État français en porte l'entière responsabilité.

Permis de tuer

Une femme malgache est décédée vendredi 30 octobre à Chiconi après avoir chuté sur des fers à béton en tentant d'échapper à une intervention du GAO. Les GAO sont des unités de la Police aux frontières (PAF) chargées de traquer les personnes en situation irrégulière, sur terre comme sur mer.

En conformité avec les directives gouvernementales, la PAF à Mayotte fait de la chasse à l'homme, procède à des contrôles et arrestations à proximité des bornes d'accès à l'eau, vitales pour les personnes qui habitent les bidonvilles, des centres de santé (comme le Centre hospitalier de Mayotte) ou des permanences associatives ; intercepte en mer des embarcations de migrants poursuivies de nuit, provoquant des collisions mortelles.

Pour plaire à un électorat raciste d'extrême droite le gouvernement lâche la bride sur le cou des cowboys devant faire du chiffre au prix des morts et des handicapés qu'ils sèment au cours de leurs exactions.